

Contribution commission du Texte

Aline GUITARD (Lyon)

1. Un parti communiste pour quoi faire? Pour qui?

1.1 Pour quoi faire ?

Le Parti n'est pas une entité ou un but : c'est un outil au service d'un mouvement (le communisme) et du progrès social. C'est une structure dont se sont dotés des milliers de gens pour accéder à la formation, à une autre information. C'est le moyen d'organiser des luttes, de faire se rencontrer ceux qui sont isolés.

Le but de toute cette «agitation» n'est pas une simple contestation, un barnum de la colère mais bien la construction d'une alternative. Elle s'appuie sur **un projet et un programme** et ne peut se concrétiser que par la prise de pouvoir. Dans la situation actuelle, cette prise de pouvoir est conçue par les urnes mais nous prenons parfois des biais contre-productifs pour y parvenir car entrer dans le jeu démocratique, présenter des candidats pour avoir des élus n'est pas un but en soi mais là aussi un moyen. Or, ces dernières années nous avons eu du mal à jongler entre cet objectif (prendre le pouvoir, avoir des élus qui relaient les luttes et les idées) et le moyen de l'atteindre. Et nous avons trop souvent oublié que notre outil, le PCF, était un outil NATIONAL et non local et que sa stratégie, son expression publique se devaient d'être cohérentes, unifiées et non parcellisées selon les territoires afin de nous garantir des élus.

C'est à **l'unité de notre image**, à sa cohérence aux yeux à la fois des adhérents et des citoyens que nous devons nous atteler si nous voulons que le PCF remplisse son rôle d'outil de transformation du réel.

1.2 Pour qui ?

Au fil du temps, de nombreuses expressions ont été utilisées pour désigner ceux qui devraient utiliser le PCF pour se libérer. Du «prolétariat» des années 20 aux «99%» de ces dernières années, en réalité nous nous adressons toujours aux mêmes personnes.

Le PCF devrait être le parti (l'outil) de tous ceux qu'on exploite :

- jeunes que le capitalisme précarise sans cesse un peu plus, générationS sacrifiéeS sur l'autel des profits
- femmes qui subissent toujours davantage les temps partiels, les sous-contrats et servent de «prototypes» aux prochains coups portés à l'ensemble des travailleurs
- étrangers, réfugiés, intra ou extra-européens, qui maîtrisent moins leurs droits, n'osent pas se syndiquer, subissent parce que sans-papier ou simplement sans moyens
- travailleurs du secteur tertiaire, dépendants souvent de micro entreprise, sans lien avec leurs collègues et seuls face au patron
- ouvriers sans cesse montrés comme une espèce en voie de disparition par leur propre faute, par l'insupportable existence de leurs «avantages»
- auto-entrepreneurs auxquels on a fait miroiter l'indépendance pour mieux réduire leurs droits et les contraindre à des renoncements sans fin
- fonctionnaires « privilégiés » souffrant chaque jour un peu plus de conditions de travail indignes du service publics, tiraillés entre les violences qui leur sont faites et celles qu'on fait aux usagers

La liste pourraient être longue pour pouvoir être exhaustive. Mais est-ce nécessaire ? Le parti communiste se doit d'être l'outil de ceux qui souffrent, ceux qu'on exploite pour construire une pensée, concevoir un projet de société et le mettre en œuvre par la lutte et par les urnes. La

question est : en sommes nous toujours capables ?

Les plus vieux d'entre nous évoquent un PCF à 20%, d'autres le Front Populaire... Si les références au passé doivent nous motiver à reconstruire un **outil d'ampleur** (autrement dit : de masse !), il n'est pas possible de plaquer sur le monde actuel des recettes anciennes.

Le PCF doit être vu comme l'outil du rassemblement. C'est ce qu'il a souhaité faire en 2008 en lançant le FDG. Mais au lieu d'en être fier et de le porter, il s'en est excusé et a permis à d'autres de s'en attribuer les «mérites». Or, dans les luttes comme dans les urnes, les communistes savent rassembler, autour d'idées et sur des listes. Dans la perspective de «prendre le pouvoir», c'est bien l'objectif que nous assignons au PCF. Pourquoi alors, mettre tout en place pour y parvenir puis laisser d'autres (quels qu'ils soient) en tirer avantage ?

Il nous faut :

- cesser de nous excuser d'être communistes
- cesser de penser que même quand nous sommes à l'initiative, d'autres incarneront toujours mieux le rassemblement que nous (et, en corollaire, qu'ils feront moins «peur» aux citoyens que nous!)
- cesser d'être dans des «face à face» stériles avec des organisations diverses et variées (en général motivées par leur propre survie plutôt que par le mouvement à créer) pour nous concentrer sur l'essentiel : les citoyens

Il n'y a pas de recette miracle, mais l'expérience montre que faire campagne sur nos idées et notre identité n'est pas forcément un repoussoir à citoyens...

2 . Place de l'adhérent dans l'élaboration et la prise de décisions collective

Les communistes sont maîtres de leur parti ... Alors pourquoi ont-ils si souvent le sentiment que l'on décide pour eux ? Pourquoi les textes élaborés à la virgule près en Congrès tombent-ils si vite dans l'oubli ? Pourquoi les directions souverainement élues ont-elles si rapidement une image qui se dégrade ? Pourquoi les militants ont-ils si souvent l'impression que «nous sommes à la traîne» ?

► *Pour chaque adhérent, le **retour à une carte ANNUELLE** (et pourquoi pas simplement en carton, qui coûte moins cher, est recyclable et peut se donner directement à l'adhérent sans attendre une commande nationale...) me semble essentiel. La mise en place généralisée des PA pour la cotisation entraîne une irrégularité dans la «tournée des adhérents», qui se renforce avec la carte triennale. Or, c'est bien par le lien régulier que nous parviendrons à être plus nombreux à agir, plus forts concrètement !*

Un parti de masse et pour tous : cela signifie permettre à plus de gens d'y prendre pied, d'y trouver leur place, d'en être propriétaire. Cela passe avant tout par les **adhésions** mais, dans le même mouvement, par l'accueil rapide de ces nouveaux venus. L'accueil c'est d'abord un **contact qui devrait se faire dans les jours (au plus tard la semaine) qui suit l'adhésion**, par mail ou téléphone, avec proposition d'un rendez-vous dans la foulée pour faire connaissance et donc avoir **des points de contacts (permanences) identifiés sur tous les territoires** afin d'assurer ce contact rapide. (L'idéal étant bien sûr de travailler à multiplier les locaux du PCF partout en France, après la période de fermetures massives liées à nos difficultés financières !). Nous sommes en effet trop souvent capables de faire du « porte à porte » pour rencontrer des inconnus sans avoir jamais été toquer à la porte du nouvel adhérent qui a pris contact par internet !!! Cette rencontre doit permettre de « cerner » l'adhérent qui arrive : connaître ses sujets d'engagements, ce qui l'a poussé à adhérer, ce qui le motive, ce qu'il aimerait faire dans et avec le PCF. Si ce n'est déjà fait lors de l'adhésion, cela doit également permettre de parler **cotisation**.

La **cotisation est l'outil de notre liberté collective** puisqu'elle est ce qui nous finance et

permet notre expression. Elle est aussi **un outil d'égalité entre les adhérents**, puisqu'elle nous donne le pouvoir souverain dans l'organisation. Trop souvent nous hésitons à en parler, notamment aux nouveaux adhérents. Pourtant le financement d'une orga par ceux qui la composent est la meilleure garantie de son indépendance et cela, nos adhérents le comprennent aisément ! Ne pas aborder cette question avec les nouveaux venus, c'est un peu les considérer comme trop « immatures » pour obtenir la citoyenneté totale !

Par ailleurs, **formuler des objectifs concrets** (par exemple : avoir de nouveau les moyens de louer un local, acheter du matériel, mener une grande campagne d'affichage sur une ville autour d'une bataille locale etc...) permet souvent de poser sereinement la question de la cotisation, au nouvel adhérent comme à ceux qui sont là depuis longtemps mais avec lesquels on en a trop peu parlé (voire pas du tout !).

De plus, la cotisation est outil de démocratie : si la règle des 3/3 a fait disparaître le financement autonome des cellules, la mutualisation des moyens au sein d'une section se fera d'autant mieux que la masse des cotisants sera grande. En clair, plus il y a de cotisants et plus les initiatives locales seront en capacités d'avoir lieu et de se financer.

L'accueil des adhérents doit aussi passer par l'organisation régulière de **stages de formation** : formations de base évidemment sur l'organisation communiste, son histoire, son orientation mais aussi l'économie. Mais il faut aussi être en capacité de proposer d'autres stages vite car certains nouveaux venus ont connus d'autres organisations politiques ou viennent du syndicalisme ; ceux-là comme nos « plus anciens adhérents » auront besoin d'aller plus loin, plus vite. Enfin, nos formations doivent aussi s'ouvrir à des domaines plus techniques comme la **maîtrise des réseaux sociaux** ou la **communication** par tracts ou affiches, par tous nos militants

Nous devons aussi **repenser nos structures**. Contrairement à ce qui s'est fait dans les années 90, je ne crois pas qu'il faille supprimer des structures (en l'occurrence les cellules) mais bien en inventer de nouvelles, qui compléteraient ce qui existe déjà. Cellules locales (parfois à recréer) ou d'entreprises (trop rares car nous nous heurtons aux mêmes difficultés que les syndicats, face à la parcellisation du travail, sans jamais chercher auprès des camarades syndicalistes des pistes pour y remédier !), sections, fédérations, comités régionaux, national... **L'organisation basée sur les territoires dont nous avons hérité est un atout mais elle ne suffit plus**. Trop d'adhérents cherchent des passerelles, d'une fédé à une autre, sur telle ou telle thématique, sans jamais la trouver et finissent par se créer du « PCF virtuel » sur FB ou autre tout en ayant le sentiment que « leur orga ne les aide pas ».

La **création de véritables réseaux** répondant à des besoins doit devenir une priorité nationale. Là aussi, ne refaisons pas les erreurs passées : « créer des réseaux » ne signifie pas « remplacer les structures locales par des réseaux ». Il s'agit au contraire de créer des espaces pour mettre en relation des cellules, des sections, des fédérations sur des thématiques, sur la gestion d'outils (internet ou la communication, par exemple) et d'aider à des échanges d'idées, de pratiques, d'expériences. Et là encore ; il ne s'agit pas de créer des thématiques PUIS de demander qui veut s'y coller ! C'est la démarche inverse qu'il nous faut initier : dans ma section, dans ma fédé, de quoi avons-nous besoin ? Quels camarades peuvent y travailler ? Où peuvent-ils trouver de l'aide ? A qui peuvent-ils en apporter ?

C'est de cette même démarche que doivent découler le fonctionnement des directions : l'organisation des bureaux et comités doit se faire **en fonction des besoins et en s'appuyant sur des savoirs-faire militants et non en listant des « postes »** qu'il faudrait pourvoir. L'orga (ou « vie du parti ») par exemple peut se diviser en 2 ou 3 responsables : une part plus « administrative » (surveillance du Cociel, saisie des adhésions, mises à jours diverses, lien avec le trésorier...), une part plus liée à l'accueil des nouveaux (en lien avec les formations) et une autre plus tournée vers la mise en action des cellules/réseaux.

Nous devons travailler à permettre à chacun de s'impliquer, de prendre des responsabilités. Cela passe par exemple par :

- des **jours mouvants** pour les réunions ou formations
- des **horaires tenant compte des impératifs professionnels et familiaux** des camarades (on ne réunit pas aux mêmes heures des camarades qui bossent en boulangerie ou des ouvriers en 3X8 que des militants âgés ou des parents isolés...)
- les cellules locales peuvent réfléchir à des **systèmes d'entre-aide pour les gardes d'enfants** ; de même il nous faut prévoir des espaces enfances sur les temps de formations ou les grosses initiatives de sections/fédérations
- des rencontres moins formelles, chez un camarade, à l'échelle d'une rue ou d'un immeuble (type réunion d'appartement)

Pour le **CN**, la réflexion doit être la même : les réunions ne devraient pas se tenir en semaine... sauf si nous souhaitons une direction d'élus et de permanents... ce que nous ne sommes absolument plus en mesure de nous permettre ! Et une direction ne peut se contenter d'une réunion en 5 mois... à moins qu'elle ne soit qu'une marionnette sans réalité ! Nous ne pouvons trouver normal au niveau national ce qui nous alerterait et appellerait notre intervention au niveau local ! De plus, ce sont les réunions mêmes du CN, son fonctionnement interne qui décrédibilisent son action et sa parole. Aucune structure constructive ne peut se satisfaire de réunion où chacun repart en ayant rien appris, rien écouté, en étant comme à son arrivée ! Notre CN doit cesser d'être un théâtre où chaque « tendance » du PCF vient faire son show, où les prises de parole sont décidées (dans le fond, la forme voire l'ordre) avant même le début du rapport introductif. Enfin, nous ne pouvons plus avoir un CN qui officiellement a «une position» quand il n'y a eu aucun vote sur aucun texte ou proposition durant le week-end de sa tenue. Notre parti a besoin de clarté, il a aussi besoin que sa direction en soit une, qu'elle prenne des décisions et puisse les assumer...

La régularité permettra aussi une plus grande réactivité : trop souvent nous avons le sentiment en tant que militants que notre parti est aphone. Bien sûr la barrière médiatique est énorme (d'où la nécessité d'une activité plus efficace sur les réseaux sociaux & internet en général...) mais nous peinons aussi à avoir des réactions rapides.

A titre d'exemple : pourquoi le PCF n'a-t-il pas été à l'initiative d'une pétition contre la loi El Khoméri et se retrouve à devoir relayer celle de Caroline De Haas ? C'est peut être un geste prouvant notre volonté d'ouverture à son égard... mais c'est surtout le signe que nous n'avons pas été l'outil utile de prime abord !

Les adhérents du PCF veulent certes de la démocratie, le droit de choisir (texte, orientation, candidats, direction, luttes à mener...) mais ils sont **adhérents d'une structure nationale** et à ce titre attendent des campagnes nationales, initiées par leur parti et menées à leur terme... Trop souvent nous sommes capables de lancer de belles batailles locales via des pétitions, des tracts, des collectifs que nous faisons naître... mais ne parvenons pas à avoir la même lisibilité au niveau national.

3. Conception citoyenne de la politique

Nous avons expérimenté ces dernière années une certaine forme de démocratie interne... qui frise parfois la caricature. Les communistes s'écharpent pour des virgules lors des congrès, quand les textes sont immédiatement mis au rebut une fois votés, par exemple ! On a parfois l'impression que nos « consultations internes » n'ont comme seul intérêt concret que la mise à jour des cotisations ...

Pourtant c'est bien de démocratie que les militants ont soif, que les citoyens ont besoin. Il nous faut créer les espaces de débats les plus larges comme les plus petits : les initiatives individuelles doivent être encouragées et soutenues quand elles permettent l'investissement de camarades dans des projets qui leurs tiennent à cœur. Les militants peuvent être créatifs et leur motivation sans borne ; par exemple sur ma section :

- Création de **journaux de cellule ou de réseaux** (qui peuvent être des outils virtuels si l'argent manque !)
- Tenue de « **soirées populaires** » où l'on débat avec un intervenant ou après une projection devant un verre ou une assiette (on allie le convivial, le politique et l'initiative financière !!!)
- Organisation de « **fêtes populaires** » dans l'espace public : inspirées des fêtes de l'Huma mais plus locales & gratuites
- **Happening festifs** lors de manifestations en faisant appel aux camarades comédiens, musiciens...

La démocratie passe davantage par la liberté d'action des militants que par la multiplicité des votes. Par ailleurs, la maîtrise du programme et du projet par les militants (via les formations) et l'existence d'une intervention forte, audible, sur les questions nationales permet que chaque action locale, chaque initiative individuelle ou collective des adhérents soit cohérente avec l'ensemble des actions du parti tout en garantissant la démocratie.

Nos élus, enfin, sont un atout... mais ils sont trop souvent à part de l'organisation. Pendant trop longtemps, nous avons laissé un fossé se creuser entre nos élus (garants des connaissances techniques) et nos militants. Ce fossé alimente des rancœurs et des idées préconçues, pour certaines motivées, pour d'autres exagérées voire fausses comme :

- les élus ne seraient plus sur le terrain
- les élus n'exprimeraient que leur avis
- les élus n'auraient aucun compte à rendre au parti
- les élus seraient élus de tous et donc autonomes du parti

En réalité, nous avons tous l'expérience d'élus qui correspondent à cela et d'élus qui sont l'anti-thèse de cela. Néanmoins, il y a une certaine réalité à la défiance des militants à l'égard de leurs élus et certains fondements. Certains élus qui ne reversent pas, certains élus qui votent à rebours de ce pour quoi le PCF milite, certains élus qui court-circuitent les décisions des AG souveraines... Ces exemples alimentent l'idée chez certains camarades que nous n'aurions pas vraiment besoin d'élus puisque ceux que nous avons font sans le PCF.

C'est évidemment une idée fautive, même si elle s'appuie sur de réelles mauvaises expériences. Nous devons reconstruire la confiance et reconstruire des liens. Le PCF et ses militants ont besoin d'élus ! Non pas pour l'argent (or c'est malheureusement l'argument mis en avant en premier le plus souvent) mais parce que sans élus pas d'information et pas de relais des luttes, ni dans les assemblées, ni dans les médias !

Une plus grande **coopération entre élus et militants** éclaircirait les choses : il faut créer des **groupes de travail regroupant élus et militants**, pour permettre aux camarades de connaître les dossiers, d'apporter leurs connaissances personnelles sur certains, de se former, d'avoir de quoi écrire des projets... Cela permettra aussi de montrer la réalité du travail d'élus (y compris la lecture aride de dossiers à la base incompréhensibles !). Enfin cela augmentera le nombre de communistes maîtrisant les dossiers et donc cela facilitera le renouvellement de nos élus.

De même, il faut dans toutes les fédérations, **favoriser la création d'ateliers législatifs** où les militants travailleraient avec des camarades avocats ou juges et pourraient faire des propositions concrètes à nos groupes parlementaires. Ces ateliers pourraient être ouverts aussi à d'autres (syndicalistes, associatifs) ce qui permettrait un travail de large rassemblement et fournirait à nos parlementaires des textes de lois issus du peuple, qui pourrait dès lors être attentif (voire exigeant!) sur leur mise en œuvre !